

WEEK-END

SOLIDARITÉ
11
LE COURRIER
JEUDI 2 AVRIL 2026

Au Brésil, des secteurs continuent à profiter du travail forcé, dénonce le syndicaliste Antonio Lisboa. L'élection présidentielle d'octobre aura un impact majeur sur la lutte contre ce fléau

«L'esclavage moderne fait système»

PROPOS RECUEILLIS PAR
GUY ZURKINDEN

Amérique du Sud ▶ Cinquante millions d'esclaves modernes, dont 28 millions sont victimes de travail forcé. A l'ère du capitalisme numérique, les formes les plus archaïques d'exploitation continuent à prospérer, indique le dernier pointage de l'Organisation internationale du travail (OIT). C'est aussi le constat dressé par Antonio Lisboa, historien et responsable des relations internationales au sein de la plus grande fédération syndicale du Brésil, la Centrale unique des travailleur-es (CUT). De passage à Genève pour participer à une réunion du conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT), le militant est intervenu lors d'une table ronde organisée le 24 mars par E-changer, la Fédération genevoise de coopération (FGC) et le Syndicat interprofessionnel des travailleur-es (SIT). Il y a évoqué la persistance de l'esclavage moderne, au Brésil et au-delà ainsi que sa fonctionnalité au sein de l'économie mondiale. Tout en dessinant les batailles politiques et syndicales indispensables pour mettre fin à ce fléau.

Le Brésil a été le dernier pays au monde à abolir officiellement l'esclavage, en 1888. Quelle est la situation aujourd'hui?

Antonio Lisboa: Des milliers de travailleur-es brésilien-nes sont victimes d'esclavage moderne – un terme qui recouvre le travail forcé, la soumission à des horaires épuisants, la servitude pour dettes et/ou à des conditions dégradantes. Entre 2015 et 2025, plus de 67 000 personnes répondant à cette définition ont été secourues par le gouvernement. On constate une augmentation des cas dans les zones urbaines.

Quels sont les domaines les plus touchés?

Des secteurs importants de l'économie font recours au travail forcé: les grandes plantations liées à l'agrobusiness – du café à celle de la canne à sucre, en passant par la viticulture –, le secteur de l'élevage, la production de charbon végétal et la construction civile. De nombreuses employées de maison sont aussi concernées.

Les travailleur-es migrant-es représentent une cible de choix, en raison des discriminations qu'ils et elles subissent. C'est le cas des exilé-es venant de Haïti, du Venezuela ou du Paraguay, mais aussi des personnes qui migrent à l'intérieur du pays, par exemple du Nord vers le Sud.

Il faut ajouter à ce tableau la précarisation extrême dont



Au Brésil, le travail forcé est présent dans les plantations de l'agrobusiness, dans la production de charbon végétal (ici, une fabrique de charbon dans l'Etat du Para, dans le nord du pays), mais aussi dans la construction civile et l'économie domestique. KEYSTONE

souffrent certaines catégories – personnes vendant des produits fabriqués à domicile, recyclant les déchets dans la rue, mais aussi employé-es des plateformes numériques –, souvent soumis-es à des conditions de travail et de vie se rapprochant de l'esclavage moderne.

Où en est la lutte contre ce fléau?

Entre 2003 et 2015, sous les présidences de Luiz Inácio Lula da Silva puis de Dilma Rousseff, les deux issus-es du Parti des travailleur-es (PT), une politique volontariste avait réussi à réduire l'incidence du travail esclave, notamment grâce au renforcement des contrôles. La situation

a radicalement changé après le coup d'Etat parlementaire de 2016, qui a abouti à la destitution de Dilma Rousseff. Sous les mandats de l'ultralibéral Michel Temer puis du leader d'extrême droite Jair Bolsonaro, on a assisté à un retour du travail forcé.

Pourquoi ce recul?

C'était la conséquence d'une triple offensive menée par ces deux présidents: contre la législation sur le travail; contre l'organisation syndicale et les mécanismes de négociation collective; et contre l'inspection du travail, largement démantelée et sous-financée. Depuis le début de son troisième mandat, en

janvier 2023, le gouvernement Lula tente d'inverser la tendance. Il a notamment engagé 900 inspecteur-ices du travail. Mais il reste du chemin à faire: selon nos calculs, il manque encore 1700 professionnel-es pour effectuer suffisamment de contrôles.

Vous insistez sur l'importance de l'inspection du travail.

Elle est centrale. Sans contrôles sur le terrain, il n'y a pas de lutte effective contre le travail esclave – surtout dans un pays gigantesque comme le nôtre. Prenons l'exemple du travail domestique. En 2013, le Brésil a modifié sa Constitution pour garantir aux

employées de maison les mêmes droits qu'aux autres salarié-es. Mais ces travailleuses, dans leur immense majorité des femmes noires, restent en situation de grande vulnérabilité face à leur employeur: elles sont dans son domicile privé! Il est donc indispensable que des inspecteur-ices puissent contrôler sur place l'application de la nouvelle législation.

Qu'en est-il du rôle des syndicats?

L'activité syndicale est un pilier de la lutte contre les formes dégradantes de travail. A la CUT, nous tentons de renforcer l'organisation des quatre secteurs les

plus précarisés: les employées domestiques, les travailleur-es à domicile et de rue, ainsi que les livreur-es ou chauffeur-es sur application. Nous faisons en sorte qu'ils et elles puissent connaître leurs droits et dénoncer d'éventuelles violations. Et réalisons ce travail de manière intersectorielle, pour que la lutte de chaque catégorie puisse renforcer les autres.



«Entre 2015 et 2025, plus de 67 000 victimes de travail esclave ont été secourues»

Antonio Lisboa

Vous faites partie du conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT). Ce cadre est-il utile à votre action?

Le travail esclave est la conséquence d'un système global qui se nourrit de la surexploitation des personnes issues de la migration, spécialement du Sud global. Cette main-d'œuvre est rendue encore plus vulnérable par le durcissement actuel des politiques migratoires. Affronter cette problématique implique de se battre pour que la migration soit reconnue comme un droit. Mais aussi de renforcer les mécanismes de redistribution et de protection sociales, afin que personne ne soit forcé de quitter son foyer pour survivre.

Pour avancer dans ce sens, il est utile de pouvoir s'appuyer sur un cadre réglementaire global. C'est le rôle de l'OIT. Pensons à la convention 29 contre le travail forcé, aux conventions 97 et 143 garantissant les droits des travailleur-es migrantes. Autant de leviers pour nos luttes syndicales.

Aujourd'hui, une priorité est de réguler l'économie de plateforme. Une convention de l'OIT sur la question devrait voir le jour cette année, malgré l'opposition des employeurs. Ce serait une étape importante pour affronter les nouvelles formes d'esclavage moderne imposées par Uber ou iFood. I

Les yeux tournés vers la présidentielle

La lutte contre le travail esclave est intimement liée aux rapports de force politiques, rappelle Antonio Lisboa. Comme l'ensemble des syndicats et mouvements populaires au Brésil, le militant a donc déjà les yeux rivés sur l'élection présidentielle qui se tiendra en octobre. L'actuel chef du gouvernement, l'ex-ouvrier de la métallurgie et syndicaliste Luiz Inácio Lula da Silva, considéré comme un allié historique par la CUT et les mouvements sociaux, briguera un quatrième mandat à 80 ans.

Son principal adversaire sera le candidat de l'extrême-droite brésilienne: le sénateur Flavio Bolsonaro, 44 ans, fils de l'ex-président Jair Bolsonaro, récemment condamné à vingt-sept années et trois mois de prison par le Tribunal suprême fédéral pour tentative de coup d'Etat – une peine qu'il purge à domicile.

La dispute s'annonce serrée. Un récent sondage, publié le 30 mars par l'institut Parana Pesquisas, indique que le président Lula devancerait de peu son rival au premier tour de l'élection – 4% de voix en plus, mais avec un taux d'erreur estimé à 2%. Au second tour, les deux candidats se trouveraient au coude-à-coude, avec un cheveu d'avance pour Flavio Bolsonaro. La concurrence est large.

Bien que les indicateurs économiques soient positifs et que Lula ait réussi à faire reculer la misère, la faim et le chômage au cours de son troisième mandat, l'issue des élections présidentielles reste imprévisible dans un pays profondément fracturé, analyse Valério Arcary, historien, professeur à l'Institut fédéral de São Paulo et militant du parti Socialisme et liberté (Psol, gauche de la gauche). Une situation due en grande partie à l'enracinement

social, politique, culturel et idéologique de l'extrême droite brésilienne, explique M. Arcary. Son constat est partagé par Antonio Lisboa: «Ce sera une élection très difficile. Pour gagner, la gauche doit impérativement s'unir autour de la candidature de Lula. Car si l'extrême droite l'emporte, le retour en arrière sera pire qu'après le coup d'Etat conservateur de 2016. En effet, les droits démocratiques et sociaux ont énormément reculé sur le continent américain, sous les coups de boutoir de Donald Trump, de Javier Milei et de leurs homologues.»

Le 28 mars dernier, c'est depuis la ville étasunienne de Dallas, où avait lieu la Conférence d'action politique conservatrice (CPAC), haut-lieu de l'extrême droite internationale, que Flavio Bolsonaro a annoncé sa candidature à la présidentielle. Tout un symbole. **GZN**